

**Point de presse de la porte-parole -
Renforcer l'internationalisation de
l'économie française/Rapport de
Christophe Lecourtier, directeur
général de Business
France/Communiqué de presse
conjoint de MM. Jean-Yves Le
Drian, Jacques Mézard et Bruno Le
Maire - Santé/Journée mondiale de
lutte contre le VIH-sida - Nations
unies/Conseil de l'Organisation
maritime
internationale/Candidature de la
France - Libye - Qatar - Iran -
Arabie saoudite
(Paris, 30 novembre 2017)**

Au point de presse de ce jour, la porte-parole a fait les déclarations et répondu aux questions suivantes :

1 - Renforcer l'internationalisation de l'économie française - Rapport de Christophe Lecourtier, directeur général de Business France - Communiqué de presse conjoint de MM. Jean-Yves Le Drian, Jacques Mézard et Bruno Le Maire (29 novembre 2017)

Le gouvernement est mobilisé pour rendre notre pays plus compétitif et attractif, en Europe et dans le monde. Dans ce contexte, Christophe Lecourtier, directeur général de Business France, a remis, à la demande de ses trois ministres de tutelle, Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères, Jacques Mézard, ministre de la cohésion des territoires, et Bruno Le Maire, ministre de l'économie et des finances ses propositions pour soutenir les exportations des entreprises françaises et stimuler le développement des investissements étrangers en France.

Pour le volet export, l'objectif est d'accroître à la fois le volume d'exportations et le nombre d'exportateurs grâce à un service public de l'export innovant, inclusif et collaboratif fondé, sur une organisation repensée des acteurs, dont l'opérateur de l'État Business France et les Chambres de commerce, en France et à l'étranger, BPI, le secteur privé.

Au niveau territorial, un guichet unique sera proposé aux régions, réunissant Business France et les CCI, dont la mission sera d'identifier et de préparer les entreprises à l'export en leur offrant une offre de service différenciée.

À l'étranger, la mission de service public d'accompagnement des entreprises sera assurée dans chaque pays par un acteur unique, selon des standards de qualité homogènes. De nouveaux outils seront créés par Business France, en partenariat avec les acteurs concernés, tels qu'une plateforme digitale contribuant à assurer la continuité du suivi des entreprises tout au long de leur parcours à l'export.

En matière de développement des investissements étrangers en France, l'ambition est à la fois d'accroître le nombre d'investissements en France et d'accélérer leur réalisation en menant une nouvelle politique d'accompagnement.

À l'étranger, une stratégie de prospection mieux concertée et plus efficace sera mise en oeuvre, avec l'appui de l'ensemble des services de l'État sous l'autorité des ambassadeurs. En France, une meilleure coordination des administrations et des acteurs en régions sera recherchée pour faciliter et accélérer la mise en oeuvre des décisions d'investissement.

Enfin, une nouvelle offre de services sera développée pour mieux répondre aux attentes des investisseurs internationaux, au bénéfice de l'attractivité et de l'image de la France à l'étranger.

Jean-Yves Le Drian, Jacques Mézard et Bruno Le Maire accueillent favorablement les propositions de Christophe Lecourtier qu'ils jugent ambitieuses, concrètes et créatrices de valeur pour les entreprises et les différents acteurs qui les soutiennent et qui feront l'objet de décisions prochaines, en cohérence avec les prochaines actions du gouvernement en faveur des entreprises.

2 - Santé - Journée mondiale de lutte contre le VIH-sida (1^{er} décembre 2017)

Il y 20 ans, le président Chirac dénonçait l'injustice vécue par les personnes affectées par le VIH, «les médicaments sont au Nord et les malades au Sud», et défendait un accès universel aux traitements.

La France a joué un rôle clé dans la naissance, en 2002, du Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme auquel elle a versé, depuis, plus de 4,8 milliards de dollars. Nous sommes aussi l'un des pays à l'origine d'UNITAID en 2006 et avons financé 60% de ses actions en faveur de l'innovation des traitements, des diagnostics et de la prévention. La France est le premier contributeur d'UNITAID, avec 1,5 milliards d'euros versés depuis sa création.

Ces investissements ont permis des progrès considérables dans la lutte contre le VIH. Le coût des traitements a ainsi été divisé par vingt grâce à UNITAID, alors que l'action du Fonds mondial permet aujourd'hui l'accès aux traitements de plus de 10 millions de personnes dans les pays du Sud.

En 2016, si 53% des personnes vivant avec le sida recevaient un traitement, un million de personnes en sont décédées. La France continuera donc d'agir pour éradiquer le sida en

investissant dans la recherche scientifique et médicale et grâce aux financements versés par le ministère de l'Europe et des affaires étrangères.

À Ouagadougou le 28 novembre, le président de la République a dit la volonté de la France de rester un contributeur majeur de la lutte contre ces pandémies et singulièrement le sida.

3 - Nations unies - Conseil de l'Organisation maritime internationale - Candidature de la France (1er décembre 2017)

La France est candidate au renouvellement de son mandat au sein du Conseil de l'Organisation maritime internationale, lors de l'élection qui se déroulera le 1er décembre 2017 à Londres, dans le cadre de la 30e session de l'assemblée de l'Organisation maritime internationale.

La France est une grande nation maritime qui exerce sa juridiction sur de vastes espaces maritimes. Elle a été à l'initiative du premier mémorandum d'entente harmonisant le contrôle des navires dans les ports. État du pavillon, la France est aussi particulièrement attentive au respect des règles de sécurité par ses navires. État côtier, elle est soucieuse de la sécurité et de la protection de l'environnement dans ses eaux.

Membre fondateur de l'Organisation maritime internationale et présente au sein du Conseil depuis sa création, la France met à disposition son expertise dans tous les domaines de la navigation maritime.

Cette candidature de la France est déterminée par notre volonté de préserver l'environnement marin et de défendre, au plan international, une utilisation responsable des océans et de leurs ressources, en cohérence avec les engagements résultant de l'Accord de Paris et les mesures récemment annoncées, à titre national, lors des Assises de l'économie de la mer.

4 - Libye

Q - Suite aux annonces faites hier au sommet UE-Afrique à Abidjan, comment l'évacuation de migrants victimes de trafiquants va-t-elle être concrètement organisée en Libye et comment la France va-t-elle y participer ?

R - La France condamne les violences et traitements inhumains dont sont victimes les migrants et les réfugiés, particulièrement en Libye. C'est pourquoi elle a pris l'initiative d'appeler à une réunion expresse du conseil de sécurité des Nations unies le 28 novembre, qui a permis de faire le point sur les trafics de migrants et la traite des êtres humains et la manière d'apporter une réponse globale à cette crise. La France plaide pour que l'impunité en Libye cesse et soutient le recours aux sanctions individuelles et à la justice pénale internationale contre les individus coupables de traite d'êtres humains et passeurs de migrants.

La France salue la mobilisation des chefs d'État et de gouvernement présents à Abidjan à

l'occasion du sommet UE/ UA, et l'annonce de la création par l'Union européenne, les Nations unies et l'Union africaine d'une task force conjointe pour répondre à cette situation dramatique.

Cette démarche s'inscrit dans les initiatives menées par la France conformément à la déclaration conjointe adoptée le 28 août dernier par la France, l'Allemagne, l'Italie, l'Espagne, l'Union européenne, le Niger, le Tchad et la Libye. La France a d'ores et déjà mené du 16 au 18 novembre une première mission au Niger pour organiser la réinstallation de réfugiés «évacués» de Libye en lien avec l'OIM et le HCR. La France souhaite voir les autres pays Européens la rejoindre dans cette voie.

Elle considère également que la stabilisation politique de la Libye est indispensable à l'endiguement de ces trafics. La communauté internationale doit soutenir la médiation des Nations unies en ce sens, en vue du renforcement des institutions sécuritaires et judiciaires libyennes pour que la Libye soit aussi en mesure d'agir.

5 - Qatar

Q - Quelles sont les derniers chiffres d'échanges commerciaux entre la France et le Qatar ?

R - Le Qatar représente, selon les données disponibles pour l'année 2016, le septième excédent commercial de la France avec 1,6 milliard d'euros (1,8 milliard d'exportations et 239 millions d'euros d'importations). Sur les neuf premiers mois de l'année 2017, nous avons importé 432 millions d'euros et exporté vers le Qatar un milliard d'euros. La part de marché de la France dans ce pays s'établit à 2,9% en 2016.

Les investissements entre la France et le Qatar sont en hausse :

- la France est une destination privilégiée des investissements qatariens. Le stock d'investissements directs (IDE) du Qatar en France a presque triplé depuis 2011 pour atteindre 3 milliards d'euros en 2016. Les flux de ces investissements s'est élevé à 1,8 milliard d'euros en 2016 ;

- les entreprises françaises affichent également une forte présence au Qatar : le stock d'IDE français au Qatar a été multiplié par deux depuis 2008, pour atteindre 1,6 milliard d'euros en 2016.

La France et le Qatar ont également créé un fonds commun d'investissement entre la Caisse des dépôts et des consignations et le «Qatar Investment Authority», afin d'investir dans des PME à fort potentiel de développement international. Ce fonds commun, «Future French Champions», est opérationnel depuis juin 2014. Sa capacité d'investissement est actuellement de 300 millions d'euros.

6 - Iran

Q - Le président a répété hier qu'il fallait compléter l'accord nucléaire iranien par une discussion et un accord structuré sur le balistique et sur la place de l'Iran dans la région. Mais concrètement qu'est-ce que cela veut dire ? Dans quel format ? Avec qui ? Sur quelles bases ?

R - Comme je vous l'ai rappelé hier, la France est attachée à la mise en oeuvre rigoureuse, par toutes les parties, de l'accord de Vienne. Il s'agit d'un accord robuste, dont la bonne application permet d'éviter que le programme nucléaire iranien soit détourné à des fins militaires. La France ne souhaite ni le renégocier ni l'amender.

S'agissant du programme balistique de l'Iran, il est non-conforme à la résolution 2231 du conseil de sécurité et déstabilisant pour la région. C'est une préoccupation que nous devons traiter, en lien avec nos partenaires européens et américain, indépendamment de l'accord de Vienne. C'est un sujet sur lequel nous souhaitons également que les échanges progressent avec l'Iran, comme le président de la République l'a indiqué hier.

Par ailleurs, nous entretenons un dialogue politique avec l'Iran depuis plusieurs mois et qui nous permet d'aborder de façon globale ce sujet et d'autres, notamment les questions régionales sur lesquelles nous avons des attentes à l'égard de l'Iran.

7 - Arabie saoudite

Q - Est-ce que le ministère des affaires étrangères sera chargé de produire la liste des fondations extrémistes que la France propose à donner à l'Arabie saoudite? Sur quel critère est-ce que cette liste sera fondée ?

R - La lutte contre l'extrémisme violent et le terrorisme est une priorité de la France.

Elle suppose une étroite coopération avec tous nos partenaires de la communauté internationale, y compris l'Arabie saoudite./.